

« Il doit y avoir un plan caché »

VILLE DE BRUXELLES Le bourgmestre s'alarme du sort du palais de justice

► Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Yvan Mayeur (PS) et son Premier échevin Alain Courtois (MR) dénoncent l'absence de stratégie pour l'avenir du palais de justice.

► Ils soulignent la gabegie que cela représente, et se demandent si « quelqu'un tire les ficelles ».



Alain Courtois et Yvan Mayeur sont déterminés à mettre « des bâtons dans les roues » des promoteurs. © PIERRE-VIVES THEBONOT

L'argument qui consiste à dire que ce palais n'est pas sécurisable, vous n'y croyez pas ?

YM La dispersion des tribunaux dans plusieurs bâtiments est un point noir en matière de sécurité. Pour nous, aujourd'hui, c'est déjà compliqué de contrôler l'accès du palais de justice. Demain, si on doit aller surveiller plusieurs bâtiments, on n'en aura pas les moyens, il faut être sérieux.

La sécurité serait donc plus facile à gérer si tout était concentré dans le palais ?

Alain Courtois C'était un argument qui nous était inversé. On disait que ce palais était insécurisable. C'est faux. Il n'y a plus que deux entrées au palais. Je ne sais pas qui est derrière le plan caché, parce qu'il doit y avoir un plan caché dans cette histoire. Et pas seulement la dernière histoire. La dernière est honteuse parce qu'on n'a acheté ni temporairement (sic) des immeubles, avec le but de convaincre qu'il fallait sortir la chaîne pénale du palais de justice. Alors qu'on a investi dans le palais de justice des cellules, qu'il y a une « box in the box ». Il doit donc y avoir un plan caché.

Quel plan caché ?

AC On veut vraiment faire en sorte qu'il n'existe plus, qu'il n'ait plus d'utilité, qu'il n'ait plus aucune fonction à Bruxelles. Puis on dira que puisqu'il ne sert plus à rien, autant faire autre chose.

Mais quoi ? Tout est dans tout. C'est lié à la problématique de la prison de Haren et des chambres du conseil et des mises en accusation dans la prison, qui est toujours dans le cahier des charges de ce projet, alors que tout le monde s'y oppose. Parce qu'on ne sait pas transférer les détenus ici, et puis on fera une prison quelque part par ici. C'est peut-être ça le plan caché, je n'en sais rien. Il y a quelqu'un qui tire les ficelles pour laisser se dégrader le bâtiment.

Dans quel but ?

AC J'ai une explication à ça : les ministres ont rarement été bruxellois dans cette affaire. Ils ne comprennent pas l'importance du palais pour les Bruxellois. Plus que la symbolique judiciaire, il y a une symbolique sentimentale du palais qui est d'ailleurs bien illustrée par le dessinateur Schuiten.

fait un nouveau palais, à Anvers, un nouveau palais à côté quatre fois le budget initial... On a fait ça partout sauf à Bruxelles. Ça ne va pas, c'est inquiétant à l'égard de la capitale du pays que nous sommes encore. Sur cet axe-là, la responsabilité du fédéral, quel que soit le ministre, est quand même énorme !

AC J'ai été procureur dans ce palais en 1980. J'ai toujours connu les échafaudages, il y avait encore un conservateur, mais l'eau coulait déjà de partout. Tout le monde s'en foutait. C'est la cour de cassation qui s'occupe aujourd'hui des échafaudages du palais de justice de Bruxelles ! On va mettre une bâche à l'initiative de la ville, on va donner l'illusion, avec cette bâche, de remettre le palais de justice dans son état primitif, état comme à la Grand-Place. C'est quand même plus beau que des échafaudages !

Un autre aspect du problème, c'est la mainmorte. Tous ces immeubles de bureaux loués par le SPF Justice ne rapportent rien à la Ville.

YM Toute cette extension coûte de l'argent au SPF Justice, donc à la collectivité, mais en plus cette extension de bâtiments publics fédéraux diminue les rentrées immobilières de la ville, qui sont la source principale de rentrées pour nous, puisque ce n'est pas l'impôt des personnes physiques qui rapporte beaucoup d'argent étant donné la paupérisation de la population.

Revenons à votre hypothèse du « plan caché ».

AC Ici, on a un palais dont aurait pu phaser la rénovation, et c'est de l'argent public dépensé sans réflexion, et c'est la ma croûte. Ou bien c'est une gabegie, il n'y a personne derrière et c'est du n'importe quoi, ou bien il y a quelques-uns qui sont derrière ça, qui, eux, ont bien en tête ce qui peut se passer, et donc là, je pourrais imaginer un plan caché, pour arriver à la fin à un palais vide dont on ne saura plus rien faire.

YM Le bureau d'architectes Jaspers, puisqu'il s'agit de lui, a établi des contacts avec la Ville. Je suis pour discuter avec la Ville, mais la réponse sera non.

Quels sont vos leviers pour agir ?

YM Beaucoup de monde nous de-

mande de nous exprimer publiquement puisque c'est la Ville qui est concernée. C'est un signal vers les autorités fédérales. On n'est pas dans un jeu politique, on est dans une défense de Bruxelles et des intérêts des Bruxellois. Il faut aussi que ça soit dit, et cette défense est légitime. On ne demande pas d'extras, on demande ce que les autres ont eu. Nous n'avons rien.

AC... Et de prendre toutes les options en matière d'urbanisme qui peuvent bloquer. On mettra des bâtons dans les roues partout où on peut mettre des bâtons dans les roues.

Quand vous parlez d'un « plan caché », vous désignez les promoteurs. Est-ce qu'ils profitent d'une inertie pour s'introduire partout, est-ce qu'ils bénéficient d'une bienveillance interne ? Ce que vous dites est tout de même grave...

AC Il y a un vide ici. Oui c'est assez grave. Il ne faut pas oublier que le tribunal de commerce a déjà été dans l'ancien bâtiment de l'UEO, boulevard du Régent, au-dessus du Grand Sablon. Qui a racheté ce bâtiment ? Le même. Qui a loué ce bâtiment ? Toujours le même. Je constate simplement. On a amené le tribunal du commerce là. On a supprimé le tribunal de la justice à côté de Saint-Pierre, à la place de l'ancienne faculté de Médecine. Il n'y a aucun plan. Et quand il n'y a pas de plan, qu'il y a un vide de stratégie, qui est la pour remplir la stratégie ? Des gens qui ont profité commercialement, financièrement du problème.

YM Je crois que ce qui est politiquement délégué, c'est de ne plus investir dans Bruxelles ou même fédéral. Je ne veux pas dénoncer tel parti ou tel parti. Je dis qu'il y a une volonté délibérée d'abandonner les structures fédérales à Bruxelles. Et ces mêmes personnes sont celles qui jettent le discrédit sur Bruxelles, qui disent que Bruxelles est mal gérée, qu'elle est sale, etc. Mais qui sait Bruxelles ?

Propos recueillis par
PIERRE VASSART

17H

jn.lesoir.be

Retrouvez dans notre édition numérique « Une plate-forme s'érige contre la construction d'une prison à Haren »